

<https://www.pressegauche.org/Quelle-sera-la-suite-en-Afghanistan>



Quelle sera la suite en Afghanistan ?

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 21 septembre 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Interview avec le journaliste afghan Hanan Rahimi qui avait fui les Taliban en 1997 et qui vit aujourd'hui à Mulhouse. Sa lecture de la situation au pays est inquiétante.

Tiré du [blogue de l'auteur](#).

(Kai Littmann) - Hanan Rahimi a fui l'Afghanistan en 1997, suite à la prise du pouvoir par les Taliban. Journaliste, il a trouvé accueil à Mulhouse, mais n'a plus pu exercer son métier. Toujours en contact avec des membres de sa famille et des amis et anciens collègues en Afghanistan, il explique la situation actuelle au pays et ce qui va s'y passer ces prochains temps. Interview.

Hanan Rahimi, depuis quelques heures, les derniers soldats américains ont quitté Kaboul. Selon vos informations, quelle sera la suite en Afghanistan ?

Hanan Rahimi : Malheureusement, les perspectives, ni à court terme ni à long terme, ne sont prometteuses pour un Afghanistan où les droits fondamentaux des citoyens afghans, surtout, des femmes afghanes, seront respectés. Les piliers d'un régime démocratique qui sont la liberté de croyance, la liberté d'expression, les élections démocratiques et un régime représentatif, sont aujourd'hui plus que jamais en danger. Toutefois et dans toutes les incertitudes, une chose est sûre : la Charia sera appliquée avec une lecture fondamentaliste par les Taliban !

L'Afghanistan est une cocotte-minute prête à exploser ! Il faut maintenant réagir sans attendre. A très court terme, nous allons voir comment les pays occidentaux tiendront leur promesse par rapport à des milliers de personnes en danger qui sont restées là bas, aujourd'hui, sans aucune garantie d'être évacuées. Je pense surtout aux militants des Droits de l'Homme, aux journalistes, aux intellectuels... qui sont les cibles des Taliban et qui ne sont pas sur les listes des personnes à évacuer.

Pour éviter une catastrophe humanitaire, comme le crie l'ONU, il faut de l'aide pour la population déplacée. Le seul revenu des familles, dans la majorité des cas, est le salaire très maigre des administrations qui sont fermées. L'inflation bat des records ! La flambée des prix des denrées alimentaires de première nécessité, est sans précédents. Il faut donner des moyens de survie aux gens avant qu'ils meurent.

Sur le plan politique, pour éviter la guerre civile, il est important qu'un gouvernement représentatif de l'ensemble des ethnies soit formé. Les Taliban doivent comprendre que les femmes et les hommes afghans ne sont plus celles et ceux de 1996 ! Une nouvelle génération éduquée, formée, connectée et qui maîtrise les outils des nouvelles technologies numériques, sensible aux questions de leurs droits, est née depuis leur dernier règne. Cette génération a goûté à la démocratie et désormais, connaît sa valeur. Elle ne cédera pas ! Les Taliban doivent respecter les aspirations de cette nouvelle génération.

Donc, il y a des enjeux humanitaires, économiques, politiques à très court terme à prendre en compte et il ne faut pas rater ce virage, car demain, il sera trop tard.

Maintenant, quelle sera la suite dans les jours à venir ? Je crains que les Taliban partent à la recherche des journalistes, des juges, des intellectuels, des femmes et hommes militants des Droits de l'Homme. Il y aura des arrestations et des exécutions et des éliminations de ces personnes. La musique sera bannie, le rôle des femmes sera, petit à petit, réduit à un moyen de reproduction ! L'exode massif des intellectuels et des jeunes vers l'étranger

Quelle sera la suite en Afghanistan ?

appauvrira l'Afghanistan de sa vraie richesse. Nous allons connaître encore une 4e fois la fuite des cerveaux. La Charia islamique sera appliquée sans laisser aucune place aux droits fondamentaux et à la modernité. Voici l'image noire que j'ai, hélas !, de l'Afghanistan dans les jours à venir. L'assassinat et l'exécution des civils, par exemple des minorités hazâras après la prise de la ville de Ghazini il y a 2 semaines, l'exécution d'un humoriste à Kandahar, et encore d'un chanteur local à Andarab il y a deux jours, les assassinats ciblés des journalistes avant la prise de Kaboul, ne nous laissent pas l'espoir de penser que les Talibans aient changé. Peut-être, ils ont changé sur le plan de la communication politique, mais leur idéologie est toujours basée sur la Charia.

Vous avez des membres de votre famille en Afghanistan. Est-ce que vos proches souhaitent rester au pays et quelles sont leurs conditions de vie ces jours-ci ?

HR : Oui, presque toute ma famille est restée en Afghanistan. Elle veut quitter aujourd'hui, par tous les moyens, l'Afghanistan et je ferai tout pour les aider, surtout, les membres de ma famille qui sont en danger et qui ont déjà reçu plusieurs menaces des Talibans. Certains membres de ma famille vivent en cachette en changeant régulièrement d'endroit pour ne pas passer plusieurs nuits dans le même lieu, en attendant que l'on trouve une solution pour les faire partir. J'ai sollicité la cellule de crise du ministère des affaires étrangères en leur fournissant des preuves et à ce jour, malgré le soutien de plusieurs personnalités politiques, je n'ai pas de nouvelles. J'espère que dans les jours à venir, ma famille puisse être évacuée de Kaboul. Ma famille, comme des milliers d'Afghans, sont dans une situation d'insécurité physique et mentale. Mes proches sont désespérés, surtout, les jeunes filles et garçons. Souvent, les jeunes filles pleurent et elles ont peur d'être mariées de force par les Talibans.

Parlons d'un de vos anciens collègues de la télévision afghane, A. B. (nous ne publions pas le nom de la personne pour ne pas ajouter au danger dans lequel il se trouve actuellement, n.d.l.r.). Malgré les promesses, A. B. et sa famille n'ont pas été évacués. Comment est-ce que votre confrère vit actuellement en Afghanistan et quelles sont ses perspectives ?

HR : Monsieur A.B vit en cachette à Kaboul. Il craint pour sa vie et celle de sa femme et de ses deux filles, du fait de ses activités journalistiques et de son travail pour la Commission Indépendante des Droits de l'Homme. Il a fait des démarches auprès de plusieurs pays comme la France, l'Allemagne, la Suède, le Canada et les États-Unis afin de sauver sa vie. A ce jour, comme pour ma famille, il n'a obtenu aucune réponse de ces pays. Je l'ai au téléphone au quotidien. Il a peur et il est dans la dépression, il me dit qu'il ne mange plus. Il attend toujours une solution pour partir de Kaboul.

Est-ce qu'il y a un moyen d'aider des personnes comme A. B. et les milliers d'autres personnes dans la même situation que les armées occidentales ont « oublié » d'évacuer ?

HR : Il est vrai que des milliers de gens sont en attente et en danger. Tout d'abord, il faut un vrai engagement des pays occidentaux après le départ des soldats étrangers, par rapport aux Afghans en danger qui n'ont pas pu être évacués. La promesse faite doit être tenue ! Puis, il n'y a pas plusieurs solutions : soit, il faut maintenir la pression sur les Talibans pour qu'ils autorisent ces personnes à quitter Kaboul par des avions mis à leur disposition par les pays occidentaux, soit il faut la délivrance d'un visa d'urgence par les autorités consulaires de ces pays dans les pays voisins comme l'Iran, le Pakistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan. Là encore, j'attire l'attention sur la nécessité d'un vrai engagement des pays occidentaux pour un résultat, car pour se déplacer, tout d'abord dans les pays cités ci-dessus, cela n'est pas évident et s'il faut en plus attendre dans ces pays, derrière les portes des ambassades, des jours et des semaines sans réponse, cela est tout simplement impossible.

Les gouvernements occidentaux parlent aujourd'hui de vouloir créer une « zone internationale à Kaboul sous contrôle de l'ONU » - d'après vous, est-ce qu'il s'agit encore une fois d'une fausse évaluation de la situation ? Est-ce que les gouvernements occidentaux ont raison de négocier avec les Talibans et de se fier

à leur parole ?

HR : Dans la situation actuelle, les pays occidentaux n'ont malheureusement pas d'autre choix. La balle est désormais dans le camp des Talibans. C'est eux qui fixent les règles du jeu, surtout en ce qui concerne l'évacuation des personnes en danger. La proposition de la France et de l'Angleterre pour la création d'une telle zone, dépend de plusieurs choses. D'abord, il faut l'accord des membres du Conseil, il faut savoir quels moyens et quels financements peuvent être mobilisés et surtout, il faut l'accord des Talibans. La demande récente des Talibans à la Turquie, qui subordonne la gestion de l'aéroport de Kaboul par les autorités turques à la reconnaissance de l'Émirat Islamique des Talibans, est un bon exemple. Les Talibans, dans le cadre d'un accord pour une telle zone, auront certainement leurs conditions à poser. S'il faut faire confiance aux Talibans, c'est très difficile dans la mesure où ils n'ont que rarement tenu leurs engagements jusqu'à présent.

Des observateurs de l'ONU rapportent des choses terribles sur des villes dans les régions du nord du pays, là où les Talibans avaient pris le contrôle en premier. Les observateurs de l'ONU parlent d'arrestations, de recherches ciblées de personnes considérées comme ennemies des Talibans et même d'exécutions. Est-ce que vos contacts en Afghanistan confirment ces informations ?

HR : Au-delà du fait qu'Amnesty International et l'ONU disposent de preuves tangibles sur les exécutions ciblées, il y a malheureusement chaque jour des exécutions sans que ces drames soient médiatisés. L'exécution de Monsieur Fawad Andarabi, un chanteur local dans le Nord, il y a deux jours, en est une preuve. Nous ignorons le nombre de personnes et de prisonniers exécutés. La recherche des personnes par les Talibans est une réalité. Rien que dans ma famille, les Talibans sont allés à la recherche de gens qui travaillaient dans le service de sécurité nationale ou qui ont simplement refusé de collaborer avec eux dans le passé, avant leur nouvelle prise du pouvoir. Il est également signalé la violation des droits comme la prise de jeunes filles par la force et le mariage forcé.

Pour conclure, je vois l'évacuation des Afghans avec un sentiment mitigé de soulagement, car chaque vie sauvée est une victoire, mais en même temps, je suis très triste pour mon pays. Les personnes qui ont travaillé avec les armées internationales étaient, dans la majorité des cas, des personnes fortement diplômées et éduquées et presque des élites de la société afghane. Voir le pays se vider de ses forces vives et des personnes de qui dépendait l'avenir de l'Afghanistan, est mentalement très dur à accepter, au même titre que le silence de la communauté internationale vis-à-vis la situation actuelle qui est aussi difficile à supporter et à comprendre.

Nous n'oublierons pas l'arrivée des Américains qui ont renversé le régime des Talibans en 2001 et n'oublierons jamais la manière dont ils ont laissé l'Afghanistan aux mains des terroristes 20 ans plus tard. On leur a fait confiance et ils ont trahi le pays et ses habitants ! Quel gâchis de voir toutes les vies perdues depuis 20 ans, que ce soient des civils ou des militaires, que ce soient des Afghans ou des soldats étrangers, pour arriver pour finir à cette triste fin d'un retour en arrière vers l'obscurantisme. Nous n'oublierons pas non plus notre classe politique avec des gens corrompus et incompetents au service des services secrets étrangers, sacrifiant l'intérêt national dans leur propre intérêt et les intérêts de leurs maîtres.

Hanan Rahimi, merci beaucoup pour votre témoignage !